

DIDIER REYNDERS

# Bruxelles pour tous

## Vaincre la fracture

## INTRODUCTION —

### Bruxelles : une envie, une évidence

La politique est une affaire de choix, de prise de responsabilités et de devoirs à assumer. Comme d'autres l'ont fait, dans mon parti et au sein de formations concurrentes, j'ai choisi de consacrer ma vie à la gestion publique. Le choix d'une vie passionnante, faite de joies et de déceptions, mais faite surtout de rencontres et de rapports humains. C'est un métier qui ne serait rien sans l'envie de se sentir utile à la communauté, de pouvoir répondre aux difficultés et aux aspirations des citoyens. Rendre service, dans son sens le plus noble, est le sens premier de l'action publique. Cela demande parfois un véritable oubli de soi en termes de temps consacré à la vie privée. Je ne me plains pas, puisque c'est un choix de vie. Toutefois, le métier de femme ou d'homme politique me semble comporter comme désavantage qu'aucun de nos gestes ne semble *a priori* spontané, non calculé. On se retrouve bien vite à anticiper, à devoir faire en permanence attention à l'image que la moindre de nos actions peut offrir. Ce poids de l'image peut toucher presque tout le monde à notre époque, mais pour les femmes et hommes politiques, il est parfois particulièrement usant.

On me demande souvent pourquoi je suis venu vivre à Bruxelles. J'ai cru comprendre qu'à l'époque cela avait alimenté quelques spéculations. Je suis venu vivre à Bruxelles pour une série de raisons, à la fois personnelles et professionnelles. Dans la vie, les choses sont rarement simples ; personne ne déménage, ne change de ville, de région, voire de pays, pour un seul motif précis. C'est un concours d'événements qui, à certains moments de nos existences, se cristallisent pour forger une décision. Durant des années, j'ai été l'un des 350.000 navetteurs qui

se rendent chaque jour à Bruxelles de tous les coins de Wallonie et de Flandre. Même si je reste profondément attaché à une Cité ardente qui restera toujours chère à mon cœur, j'ai développé au fil de ces années des liens étroits avec une ville-région où je passais finalement le plus clair de mon temps, et dont j'ai appris à connaître peu à peu les atouts et les charmes, mais aussi les failles et les faiblesses.

L'envie de changer d'air à présent que les enfants sont grands, l'envie de me rapprocher de mon lieu de travail, l'envie de passer moins de temps sur la route et davantage auprès des miens : autant de raisons qui, parmi d'autres, m'ont décidé à m'installer à Bruxelles. J'y ai aussi été incité par un trait de caractère essentiel de cette région : son accueil envers les nouveaux arrivants, sa diversité culturelle, ses atouts économiques, son rôle de plaque tournante des enjeux belges, européens, internationaux. Bref, tout ce qui fait que, davantage encore que les autres grandes villes de notre pays, Bruxelles a su se nourrir constamment du meilleur de ses habitants, autochtones ou non.

Depuis que je suis arrivé, des voix venues de toutes parts ont mis ce choix en cause, suggérant avec plus ou moins de subtilité qu'il était avant tout politique. Non, ce choix n'est pas à l'origine un choix politique. Mais il se trouve que je suis *aussi* un homme politique et qu'il me paraît normal de faire de la politique là où je vis. Et là où je vis – à présent de jour comme de nuit – c'est à Bruxelles. Engagé depuis plus de quatorze ans dans le gouvernement fédéral, j'ai eu l'occasion d'assister à l'évolution de cette ville, singulièrement depuis les deux dernières législatures. Je me rends compte de plus en plus clairement depuis que je suis installé ici que Bruxelles est le plus formidable défi possible pour quiconque veut faire de la politique dans ce pays. Elle condense à la fois les forces et les faiblesses de l'ensemble de la Belgique. Elle est une région de paradoxes, le carrefour d'une complexité institutionnelle inouïe mais d'une grande simplicité de vie. À la fois région parmi les plus riches d'Europe et à la fois affichant les taux de chômage les plus spectaculaires. À la fois capitale d'un pays, de deux communautés, de l'Union européenne et à la fois si longtemps négligée. À la fois regorgeant de joyaux architecturaux et d'espaces verts uniques et défigurée par la toute-puissance de promoteurs immobiliers et d'hommes politiques (généralement non bruxellois) qui ont lacéré ses quartiers sans rencontrer l'opposition d'une institution régionale encore inexistante.

Bref, Bruxelles est sans doute le territoire qui, à l'échelle européenne, concentre le plus de défis et d'opportunités. Et pourquoi le nier ? Oui, cela me plaît. Il y a tant à faire ici. Tant à faire pour réduire la fracture sociale entre les différents « Bruxelles » qui se chevauchent et, à mon sens, s'éloignent de plus en plus dangereusement les uns des autres. Tant à faire pour redonner espoir à une jeunesse bruxelloise fortement et injustement frappée par le chômage. Tant à faire pour conforter le rôle de poumon économique de Bruxelles en Belgique. Tant à faire pour que la mobilité, la sécurité, l'urbanisme de notre Région soient dignes d'une capitale internationale.

Depuis mon installation dans la Région, d'autres voix soulignent aussi le fait que je suis un « nouveau venu » et que, à ce titre, j'aurais moins de légitimité que d'autres à me mêler du débat bruxellois. Je ne conteste pas que mon arrivée soit récente, c'est factuellement indubitable. Seulement, la question de la légitimité des origines me paraît quelque peu paradoxale dans une capitale multiculturelle où se rendent chaque jour des centaines de milliers de navetteurs, où cohabitent plus de 45 nationalités différentes<sup>1</sup> et dont l'histoire est marquée par des migrations constantes provenant de Flandre ou de Wallonie. Car enfin, de ce point de vue, jusqu'à quel point faut-il être bruxellois pour être légitime ? De combien de générations faut-il se targuer pour oser se dire « echte brusseleir » ? Il est étonnant que cette interrogation puisse surgir dans l'une des villes les plus ouvertes au monde à la diversité provenant de l'extérieur. Mon point de vue est simple : *Bruxelles n'appartient à personne d'autre qu'aux Bruxellois eux-mêmes, quelles que soient leurs origines*. Trop longtemps, justement, Bruxelles a souffert d'être prise en charge par d'autres niveaux de pouvoir, par des non-bruxellois qui l'ont utilisée comme capitale d'apparat au détriment du confort de vie de ses habitants ou de l'harmonie esthétique de ses quartiers. De nombreuses destructions d'immeubles majestueux, de nombreuses autoroutes à ciel ouvert en sont encore aujourd'hui les stigmates.

Bruxelles est l'enjeu le plus passionnant pour un homme ou une femme politique parce qu'il réunit les deux dimensions qui marquent en général l'action publique : d'une part le confort de vie des citoyens,

<sup>1</sup> ... par groupe d'au moins 1000 habitants, ce qui permet de supposer un plus grand nombre de nationalités présentes stricto sensu. Voir [http://www.brusselsstudies.be/medias/publications/FR\\_71\\_EGB3.pdf](http://www.brusselsstudies.be/medias/publications/FR_71_EGB3.pdf).

d'autre part le projet collectif. Si Bruxelles a tant souffert par le passé avant de devenir une Région à part entière, c'est dans la mesure où l'on a tenté de faire prévaloir l'un de ces pôles sur l'autre. Or il n'est pas facile d'œuvrer à la fois sur ces deux volets. Penser à Bruxelles uniquement comme vitrine nationale, européenne, voire mondiale, c'est négliger la qualité de vie de ses habitants. Mais penser à Bruxelles comme si elle était une ville comme n'importe quelle autre, au seul bénéfice de ses habitants, c'est négliger ce qui fait de cette ville-région une capitale internationale renommée et la seule véritable « marque » belge reconnue à l'étranger, en-dehors de la Belgique elle-même. Il y a là un équilibre ardu à trouver entre des intérêts qui peuvent facilement diverger. En soi, ces deux objectifs sont naturellement complémentaires : une ville accueillante pour ses habitants sera aussi une référence comme projet de région-capitale. Mais un passé récent a montré que ces dimensions pouvaient conduire dans des directions différentes. Je crois pour ma part qu'il y a de nombreux domaines où ces intérêts peuvent au contraire converger, et tel est le fil rouge de ce que je souhaiterais proposer dans ce petit ouvrage : investir dans ce qui permettra de réconcilier Bruxelles comme Région offrant à tous ses habitants une qualité de vie exemplaire, avec Bruxelles comme capitale internationale assurant un rayonnement permanent à notre pays.

En effet, Bruxelles a toujours constitué un pôle d'attraction majeur, comme toute capitale, comme tout grand pôle économique et comme tout carrefour entre cultures. Un seul chiffre permet de s'en rendre compte : aujourd'hui un Bruxellois sur deux... n'est pas né à Bruxelles ! La moitié des habitants de la Région sont donc des migrants, d'une manière ou d'une autre, provenant d'un autre coin de Belgique, d'Europe ou du monde. Or ces migrants ont très souvent contribué d'une manière décisive au prestige et à la renommée de Bruxelles, en ce compris dans ses politiques publiques. Bruxelles est à tous ceux qui veulent la porter et la faire vivre. *Je fais partie de ces milliers de nouveaux Bruxellois qui peuvent apporter quelque chose à leur Région, pour qui venir vivre ici a été un choix.* Et je souhaite y investir toute mon expérience, mes quelques talents et mes contacts au bénéfice de la prospérité de la Région et de la qualité de vie de ses habitants.

À dire vrai, venir d'ailleurs pourrait même se révéler un avantage. Depuis que je viens presque quotidiennement à Bruxelles – c'est-à-dire

depuis le début de ma vie professionnelle – j’ai toujours été frappé d’entendre les responsables politiques, tous partis confondus, raisonner en termes très localistes. Cela se comprend en partie. Comme partout, il y a à Bruxelles du folklore, de la fierté, des identités de quartiers. À l’instar de nombreuses communes et villages de Flandre et de Wallonie, les Bruxellois éprouvent un sentiment d’appartenance spécifique. Or, si cet attachement est important pour la cohésion d’un quartier et les contacts sociaux à entretenir dans une grande ville, j’observe souvent que cette fierté se projette rarement au-delà de leur quartier ou de leur paroisse. Les fêtes de quartiers les plus réussies ne doivent pas masquer les profondes divisions qui minent cette région. Les compétitions entre communes ou entre zones sont monnaie courante, et la répartition géographique héritée de découpages historiques parfois peu cohérents n’arrange rien. Et là, nous avons, me semble-t-il, une carence, un manque que nous devrions travailler à combler : nous avons encore une identité pleinement bruxelloise à construire.

#### *La fracture bruxelloise*

Pour ma part, je pense que cette identité devrait avoir pour postulat que Bruxelles appartient à ceux qui veulent la faire vivre, se sentent bien dans chacun de ses quartiers, ne restent pas repliés dans une seule commune et restent dans l’ouverture. Cela demande que la Région favorise la mobilité interne et offre des facilités à ceux qui veulent travailler pour elle. Avoir connu longtemps Bruxelles comme navetteur et la connaître aujourd’hui comme habitant à temps plein est à ce titre un avantage. Je pense pouvoir défendre une vue d’ensemble des atouts et faiblesses de la ville, tant en ce qui concerne le quotidien de ses habitants que son image. Je pense, avec d’autres, pouvoir contribuer à forger une identité régionale qui dépasse les frontières des communes, des quartiers ou des zones de police. Nul ne conteste l’importance symbolique de rendez-vous tels que la fête de l’Iris, mais je reste pourtant persuadé que ce qui construit une identité, ce ne sont pas seulement les célébrations et les institutions, mais aussi les actions, les valeurs partagées et surtout les projets menés en commun. Malgré tous les efforts réels pour créer un sentiment de communauté, on doit à la vérité de dire que nous avons pour le moment plusieurs villes dans une seule Région. Il nous manque une identité forte, positive, qui fasse en sorte que tout Bruxellois se sente chez lui dans n’importe quel quartier,

n'importe quelle commune. Cette identité, elle ne se décrète pas. Elle se crée avec du temps, de l'envie et des projets visant à renforcer la mixité, le mélange et l'échange.

Bruxelles est une Région affichant une moyenne de 20% de chômeurs, où règne une grande précarité. Plus de 28% des Bruxellois vivent avec un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté. Un quart des enfants bruxellois naissent dans un ménage ne disposant pas d'un revenu du travail, et un quart des enfants de moins de 18 ans doivent malheureusement grandir dans ces conditions. Ajoutons à cela qu'environ un jeune adulte sur dix dispose d'un revenu d'intégration sociale<sup>1</sup>. Une telle réalité est évidemment inacceptable aujourd'hui dans la capitale de l'Europe.

Cette envie de cohésion, de solidarité, d'union de la Région est donc la réponse que j'entends apporter à une crainte légitime : que Bruxelles ne devienne une accumulation de ghettos. Le risque est réel. Je suis très troublé par la polarisation qui marque cette ville, et qui est à la fois géographique, sociale, économique et culturelle. On peut mesurer cette polarisation par les écarts de richesse, par la différence des taux de chômage, par les différences de réussite scolaire, par l'abandon de certains quartiers. Dans tous ces domaines, nous vivons une dualisation qui est préoccupante et à laquelle, à ma connaissance, aucune réponse politique sérieuse, d'envergure et intégrée n'a été apportée jusqu'ici. Que l'on me comprenne bien, ce n'est pas de folklore ou de caractères de quartiers que je parle ici. Il y a certes une diversité qui est saine, nourricière, qui confronte des visions différentes du monde dans le respect et l'harmonie, qui permet de respirer. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit : je parle du repli sur soi, de la tentation de ne jamais sortir de son quartier, de ne jamais mettre un peu en danger sa propre vision des choses. Oui, il y a dans cette Région des quartiers qui ressemblent à des ghettos, des endroits où les habitants restent dans leur zone de vie sans s'ouvrir à l'autre. C'est dangereux car se crée alors le risque de mondes parallèles qui ne se parlent plus... ou dont les frottements peuvent tourner à l'affrontement. Je ne veux pas que nous nous retrouvions demain avec plusieurs Bruxelles non réconciliables.

<sup>1</sup> *Observatoire de la santé et du social, Bruxelles, Baromètre social 2012, p.64.*

Je crois essentiel de dynamiser la mobilité interne de la ville, de stimuler la mixité sociale, de développer encore les transports en commun, d'encourager la mobilité professionnelle, de lutter contre tout type de discrimination raciale, sexiste ou homophobe, bref de prendre toutes les mesures permettant à la population bruxelloise d'un peu plus se mélanger au bénéfice de tous. C'est ainsi que nous contribuons à une identité bruxelloise forte de ses mélanges. Telle est la priorité qui traversera chacun des chapitres de ce petit ouvrage : œuvrer à un développement harmonieux de cette ville, dont la cohésion pourrait être demain en danger. Cette question de la *fracture bruxelloise* que je souhaite réduire concerne toutes les compétences régionales. C'est une question essentielle pour l'emploi et la formation, car le chômage des jeunes fait de notre Région une bombe sociale en sursis. C'est une question essentielle de mobilité et d'aménagement du territoire, car à politique constante la paralysie sera bientôt totale et permanente. C'est une question en termes de politique de logements, qui doivent être davantage accessibles et refléter une véritable mixité sociale qui n'est plus, aujourd'hui, le sel de l'identité bruxelloise. C'est une question de sécurité enfin, car une ville qui se développe en morceaux différents est une ville dont les habitants ont peur les uns des autres et se résignent à vivre dans le sentiment d'insécurité.

Dans ce livre, je souhaiterais développer les principaux axes de cette vision. Il m'apparaît qu'il faut distinguer trois échelons différents : Bruxelles comme Région appartenant à ses habitants, Bruxelles en tant que capitale, pôle économique et unificateur de la Belgique et Bruxelles comme carrefour européen et international.

#### *Bruxelles, Région à la croisée des chemins*

Dans cette première partie, j'aborderai les atouts et faiblesses de Bruxelles comme Région au service de ses propres habitants. Je souhaiterais présenter ces enjeux en cinq chapitres principaux : démographie et vivre-ensemble, emploi et formation, mobilité, environnement, sécurité.

*Démographie et vivre-ensemble.* C'est l'inévitable défi : la pression démographique va s'accroître à Bruxelles, d'une manière inédite. Chacun le sait, Bruxelles est en train de faire face à une forte augmentation de population qui s'accélérera naturellement et inéluctablement

au cours des prochaines années. L'explosion démographique pose déjà des problèmes urgents. En matière de logements, les majorités en place depuis dix ans n'ont pas pu répondre dans les proportions qu'elles avaient pourtant promises. La situation est critique, tant en termes de quantité de logements disponibles qu'en termes de qualité. Or, le confort de vie est essentiel dans le débat bruxellois : si les classes moyennes désertent la ville, ce n'est pas seulement à cause de l'envolée des prix, mais c'est aussi à cause des faibles surfaces ou des localisations résidentielles trop éloignées des écoles, commerces, loisirs, etc. Les défis en termes de logements sont donc colossaux.

Ma priorité est que Bruxelles cesse sa « fracturation » et ne devienne pas une Région avec quelques beaux quartiers inaccessibles pour la majeure partie de la population et des quartiers surpeuplés dont on se retrouve prisonnier. La mixité sociale passe par des solutions à apporter en termes de logement et en termes de mobilité intérieure. Cette mixité passe aussi par des investissements accrus dans la construction d'écoles ; comme pour les logements, l'expansion démographique doit être l'occasion de concilier quantité et qualité. La construction de nouvelles classes et écoles est l'occasion de hisser vers le haut le niveau général de l'enseignement bruxellois, en premier lieu dans les quartiers et communes en difficulté. De même, nous aurons à nous assurer que l'offre en matière d'accueil de la petite enfance et de prise en charge des personnes âgées suive une demande en voie d'explosion. Enfin, le vivre-ensemble doit être favorisé par une véritable mixité sociale et économique. Cela passe par des investissements à réaliser dans les quartiers en difficulté, mais aussi par la revitalisation économique et par l'instauration d'un parcours d'intégration qui permettra aux primo-arrivants de disposer des meilleures chances d'intégration rapide dans la société. En un mot, l'expansion démographique de Bruxelles ne doit pas être vue comme une menace, mais comme une occasion : celle de voir l'importance de notre Région s'accroître encore au sein du pays, que ce soit en termes économiques, sociaux, culturels ou humains.

*Objectif emploi à Bruxelles : formation et esprit d'entreprendre.* Penser Bruxelles comme Région, c'est repenser la ville au bénéfice de ses habitants d'abord, mais aussi au bénéfice de ceux qui viennent y travailler ou y séjourner. Le tout participe de l'intérêt commun, car une ville où il fera bon vivre sera aussi un lieu où l'on vient travailler avec plaisir et

qui invite au séjour. Le développement des commerces, des PME est le poumon de cette ville, qui offre un grand nombre d'opportunités pour les entreprises de petite taille. Disons-le d'emblée : la politique d'emploi et de formation doit être la priorité. Parce que Bruxelles, pourtant premier bassin d'emploi du pays, affiche un taux de chômage indigne d'une capitale européenne. Parce que ce chômage touche particulièrement les jeunes, c'est-à-dire l'avenir de cette Région, et que c'est inacceptable. Parce que, au-delà de l'éparpillement des énergies, des plans et des initiatives, il faut en particulier que la formation des jeunes devienne la première priorité de la nouvelle législature. Cela passera notamment, comme je l'exposerai, par deux combats spécifiques qui me tiennent particulièrement à cœur : d'une part, la formation des plus jeunes, qui doit devenir la priorité absolue pour permettre aux Bruxellois de bénéficier de toutes les opportunités de cette ville ; d'autre part, le développement d'un nouvel esprit d'entreprise, afin de pousser le plus possible de jeunes à créer leur propre emploi, en leur facilitant au maximum les choses lorsqu'ils feront cette démarche.

*Mobilité : organiser la fluidité, c'est libérer les choix.* La Région bruxelloise pâtit de l'état de ses infrastructures. Ce ne sont pas seulement les habitants qui s'en plaignent ; les étrangers en visite à Bruxelles et les fonctionnaires européens de passage pour quelques années mettent ces préoccupations au premier rang des défauts de la ville : état des voiries, propreté, pollution et surtout congestion généralisée de la circulation. Bien sûr, ces aspects ne peuvent être abordés séparément. Seule une approche intégrée peut permettre de combiner le plus harmonieusement fluidité des trafics de biens et de personnes, propreté de la ville, préservation de l'environnement et état des rues. Je me permettrai quelques propositions transversales en ces matières, et proposerai aussi quelques chantiers possibles qui me tiennent à cœur.

*Environnement : des atouts à préserver.* L'environnement n'a pas toujours été une priorité à Bruxelles. Pourtant, notre Région bénéficie d'atouts précieux, en particulier en matière d'espaces verts. La préservation de ces atouts est une condition *sine qua non* pour un avenir radieux de la ville, parce que ceux-ci conditionnent directement la qualité de vie et la motivation des habitants à s'engager pour leur quartier ou leur Région. Les efforts à fournir en matière de lutte contre la pollution sont encore importants. Il faut s'y engager dans les meilleurs délais.

*La sécurité : un droit pour chacun, un devoir pour tous.* La sécurité est l'un des tout premiers droits devant être garantis – si pas le tout premier avec la liberté, puisqu'il en est le corollaire : le droit de circuler, d'aller et venir, de sortir où l'on veut sans danger est un droit fondamental. Je ne transigerai pas là-dessus. Mais je veux être ouvert et ne pas avoir à choisir une solution au détriment d'une autre; nous devons être à la fois pragmatiques et visionnaires, en évitant l'idéologie facile. Au lieu de retomber dans l'éternelle guérilla entre ceux qui opposent répression et prévention, je proposerai d'investir sans états d'âme sur les deux volets : c'est l'importance que nous accorderons à la prévention et aux opportunités que nous offrirons à ceux qui commettent une erreur qui légitimera la fermeté et la sévérité vis-à-vis de celui qui, malgré cette aide, persistera à choisir la voie de la délinquance. Cela passera donc par l'augmentation de la présence policière, en particulier dans les transports publics où la délinquance est encore trop importante, mais cela passera aussi par une politique de proximité, d'écoute, de revitalisation des quartiers. La politique de sécurité ne se règle pas que par des mesures de sécurité : si nous réussissons les chantiers de l'emploi, de la formation, de l'amélioration des voiries, nous contribuerons aussi directement à diminuer fortement le sentiment d'insécurité qui pèse sur cette ville.

Sur l'ensemble de ces domaines, je souhaite proposer aux Bruxellois un partenariat engagé sur quelques propositions-clefs. Je m'engage à tout faire pour que celles-ci constituent, demain, l'axe privilégié d'une politique entièrement dédiée au service des habitants.

\*\*\*

### *Bruxelles, verrou et clef de la Belgique*

Au-delà de ces politiques proprement régionales, qui doivent être menées au bénéfice des habitants de notre ville, je reviendrai aussi sur le rôle crucial de Bruxelles en tant que capitale de notre pays. Sa place est particulière dans l'équilibre des Régions, des Communautés et de l'État fédéral. La minorité flamande de Bruxelles contribue pleinement à la vie économique et culturelle de la Région, et Bruxelles est le lieu de rencontre par excellence des Communautés linguistiques de notre pays. Nous devons transformer cela en force plutôt qu'en un lieu de tensions permanentes. Mais de la même manière que la présence

des Flamands de Bruxelles contribue à l'équilibre de la Région, je souhaite mettre en avant le fait que l'hinterland de la Région, lui, est bien plus large que 19 communes ; le développement social, économique, et l'aménagement du territoire de Bruxelles dépendent de cette grande périphérie. Pour cette raison, nous ne devons laisser aucune idéologie prônant le repli sur soi contrecarrer le développement de la Région.

*Bruxelles, ville du monde où chacun est le bienvenu*

Enfin, je conclurai par le rôle de Bruxelles comme pôle d'attraction international. C'est important, car comme je m'en rends particulièrement compte comme Ministre des Affaires étrangères, ce statut privilégié qui est le sien a parfois tendance à anesthésier notre perception des choses. Nous avons tendance à nous reposer, peut-être parfois avec trop d'aisance, sur le rôle international qui est celui de Bruxelles. Certaines voix de correspondants étrangers, même si elles frappent parfois avec un brin de mauvaise foi, devraient être écoutées avec davantage d'attention ; rien n'est jamais acquis. Nous avons la chance extraordinaire d'accueillir ici les sièges de la Commission européenne, du Conseil européen et du Conseil des Ministres, l'un des deux Parlements européens, l'OTAN ainsi que toute une série d'institutions moins souvent citées par l'actualité mais qui ont toutes leur importance ; je pense par exemple à l'Organisation Mondiale des douanes. Lorsque j'étais Ministre des Finances, j'ai eu l'occasion d'y accueillir de nombreuses personnalités dont Jacques Chirac qui souhaitait y promouvoir la préservation du patrimoine culturel des régions du monde. Je pense que l'ensemble des infrastructures et lobbies qui gravitent autour de tels systèmes ne devraient pas nous laisser nous reposer dans un ronron d'autosatisfaction : oui, toutes ces institutions peuvent demain décider de changer d'air si l'herbe est plus verte ailleurs. C'est sur ce principe que Bruxelles elle-même se construit et se renouvelle sans cesse, par l'apport de migrants belges et étrangers ; pourquoi en serait-il différemment des institutions internationales ? Nous ne devons pas prendre à la légère les réclamations de ceux qui résident dans notre capitale et émettent des griefs en termes de propreté, de sécurité et de mobilité. Nous devons tout faire pour rester une capitale, pour les Bruxellois eux-mêmes d'abord, mais aussi pour conforter le rôle de Bruxelles comme plaque tournante diplomatique.

\*\*\*

La Région bruxelloise est à un tournant de son histoire. D'une part, chacun en convient, elle est la clef de l'avenir de la Belgique, dont elle est la capitale politique, économique et culturelle. D'autre part, il apparaît que sa gestion doit évoluer résolument pour assumer son statut de capitale européenne face à un avenir incertain. Bruxelles est certes une « jeune » Région, née dans la douleur en 1989. Nul ne conteste que, depuis que les Bruxellois ont une grande partie de leur sort entre les mains, les choses ont arrêté d'empirer – les chantiers et normes urbanistiques, par exemple, ont enfin intégré la vie et les préoccupations des habitants. Mais il reste un travail énorme à accomplir. Toutes les projections promettent une croissance démographique gigantesque sur les quinze prochaines années. Nous ne pouvons plus attendre. Un saut quantitatif et qualitatif majeur doit être accompli dans presque tous les domaines : éducation, formation, emploi, gouvernance, urbanisme, logement, mobilité, vivre-ensemble, petite enfance, dépendance, etc. Pour y parvenir, je pense sincèrement que le Mouvement réformateur est la seule force politique capable d'insuffler une dynamique nouvelle et décisive dans chacun de ces domaines. Je veux m'investir de toutes mes forces dans ce combat. Les différentes analyses et propositions contenues dans cet ouvrage n'ont la prétention ni de la perfection, ni de l'exhaustivité : ce sont autant de réflexions que je souhaite continuer à mener avec vous. Je serais heureux, durant les semaines à venir, de rencontrer les citoyens qui souhaitent réagir, me faire bénéficier de leur opinion ou de leurs conseils. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons demain élever cette Région à la hauteur des enjeux qui seront les siens. Toutes les énergies seront les bienvenues.

Les élections de 2014, chacun le mesure, seront probablement historiques pour l'avenir du pays. Certes, le mot « historique » est régulièrement galvaudé ces temps-ci. Pourtant – et je ne dramatise pas les enjeux facilement – il apparaît clairement que le statut et le destin de Bruxelles seront, cette fois, au cœur des enjeux. Il nous faut une Région forte, consistante, qui résolve ses problèmes d'emploi, de mobilité, de vivre-ensemble, afin de pouvoir peser de tout notre poids dans une Belgique fédérale dont notre capitale pourrait bien, demain, se révéler le meilleur verrou.

## 1. BRUXELLES, UNE RÉGION À LA CROISÉE DES CHEMINS

### 1.1. DÉMOGRAPHIE ET VIVRE-ENSEMBLE

#### *P*riorités

Je le répète : l'expansion démographique inédite de Bruxelles est une chance. À nous de transformer l'essai et d'en profiter pour faire de notre Région la locomotive économique, sociale et politique du pays. Je résumerai mes priorités comme suit :

- Garder les jeunes couples et les familles qui travaillent à Bruxelles en promouvant des logements de qualité et des environnements de vie conviviaux ;
- Garantir un nombre suffisant d'écoles dans les années à venir, et en profiter pour mettre fin à la saga « inscriptions » en his-  
sant à un haut niveau toutes les écoles de Bruxelles ;
- Mettre sur pied le parcours d'intégration et lutter contre toute forme de discrimination.

## 1.2. OBJECTIF EMPLOI À BRUXELLES: FORMATION ET ESPRIT D'ENTREPRENDRE

### Actions

Je suis convaincu que la sixième réforme de l'État constitue une opportunité pour Bruxelles à la double condition de rationaliser les compétences transférées et de concentrer les moyens nouveaux sur des dispositifs dont le seul but devra être de renforcer le taux d'emploi à Bruxelles.

Parce qu'elle maîtrisera désormais des leviers déterminants en matière d'emploi et de formation, Bruxelles peut et doit réussir le défi de l'emploi.

Pour ce faire, mes six priorités sont les suivantes :

1) **Faire de la formation une priorité stratégique** : L'une des causes essentielles du taux de chômage important que connaît la Région bruxelloise est donc le manque de qualification des demandeurs d'emploi : 70% des demandeurs d'emploi n'ont pas de diplôme d'humanités supérieures et 90% ne parlent qu'une seule langue.

Le relèvement du niveau de qualification des demandeurs d'emploi bruxellois et, en particulier, celui des jeunes sortant de l'école constituera un élément essentiel du plan de relance pour l'emploi qui doit constituer la priorité première du prochain gouvernement bruxellois.

Cela passe d'abord par une concertation avec la Fédération Wallonie-Bruxelles afin d'améliorer la qualité de l'enseignement général et, surtout, de l'enseignement technique et professionnel. Les liens entre l'école et les entreprises devront être renforcés. Il nous faudra développer impérativement une culture de l'alternance et de l'apprentissage comme c'est le cas en Allemagne. L'enseignement des langues devra aussi être considérablement amélioré. La connaissance du néerlandais et de l'anglais sont des atouts majeurs dans la recherche d'un emploi.

Il faudra enfin que le secteur de la formation professionnelle puisse bénéficier de moyens plus importants que ceux qui lui ont été attribués jusqu'à présent. Le budget actuel de la Cocof est très insuffisant si on veut couvrir l'ensemble des besoins.

**2) Offrir à tous les jeunes Bruxellois une perspective professionnelle :** il n'est pas normal de rester de longs mois au chômage, sans activité et sans perspective professionnelle ou de formation. C'est pourquoi je souhaite qu'Actiris soit réellement en mesure de proposer à tout jeune Bruxellois de moins de 25 ans, inscrit comme demandeur d'emploi depuis plus de 4 mois, un emploi, un stage ou une formation. La mise en œuvre effective du programme européen « garantie jeunesse » constituera également un élément essentiel du plan de relance pour l'emploi.

**3) Rassembler les acteurs de l'Emploi et de la Formation :** tous les entrepreneurs bruxellois que j'ai pu rencontrer font le même constat : Actiris n'est pas un partenaire auquel les employeurs s'adressent lorsqu'il faut recruter. Actiris ne gère actuellement que 15% des offres d'emploi. Les recruteurs préfèrent recourir aux cabinets de recrutement ou aux annonces sur internet.

Tout le monde admet la nécessité de renforcer les synergies entre Actiris et Bruxelles Formation. Ici aussi, je souhaite que l'on puisse rationaliser, en concertation étroite avec les entreprises, les outils

existants pour les rendre plus performants, au profit des demandeurs d'emploi.

**4) Collaborer avec la Flandre et la Wallonie :** élargir l'offre d'emplois, de stages et de formations, renforcer la mobilité des travailleurs, faciliter l'apprentissage des langues : autant d'objectifs qu'il sera plus aisé d'atteindre par une coopération efficace entre les Régions.

**5) Développer l'esprit d'entreprise, c'est favoriser l'emploi de demain :** beaucoup de Bruxellois hésitent encore à créer leur propre entreprise. Un soutien plus important devra être apporté en faveur de structures, telles que les coopératives d'activité, qui proposent un accompagnement des demandeurs d'emploi souhaitant créer leur propre entreprise.

**6) Favoriser la création d'emplois durables :** le budget d'Actiris pour les ACS représente près de 70 % des moyens qui sont dévolus à la politique de l'emploi. Sans remettre en cause la nécessité de subsidier un certain nombre d'emplois, notamment dans le secteur de l'aide aux personnes, il est sans doute temps de consacrer une part plus importante des moyens à la création d'emplois producteurs de richesse, notamment par des réductions de charges ciblées.

**Agir sur ces six plans en même temps, c'est intégrer l'idée que l'économie est fluctuante, et que par conséquent c'est une flexibilité nouvelle que nous devons promouvoir :** flexibilité des travailleurs, munis de compétences leur permettant non seulement de s'intégrer plus facilement sur le marché de l'emploi mais aussi de changer de travail s'ils le souhaitent ; flexibilité de l'information et fluidité de l'ensemble du secteur de l'insertion socioprofessionnelle ; flexibilité géographique, car l'emploi des Bruxellois ne se trouve pas qu'à Bruxelles ; et flexibilité du marché lui-même, en insufflant les moyens de créer les entreprises de demain et en aidant les jeunes à se réaliser professionnellement. Je souhaite développer une telle approche intégrée parce que je pense qu'on ne gagnera la bataille de l'emploi que d'une manière intégrée et sur plusieurs plans à la fois. Telle devrait être l'ambition du plan de relance pour l'emploi qui sera au cœur de l'action du prochain gouvernement bruxellois.

## Priorités

J'espère en quelques lignes avoir pu démontrer ma conviction qu'il est possible de révolutionner les secteurs de l'emploi et de la formation, et de concourir ainsi directement au mieux-être des Bruxellois. Comme je l'ai écrit ci-dessus, il s'agit pour moi du premier « domino », celui à partir duquel, demain, tout sera possible. Je me permets de résumer mes principales propositions en quelques mots :

- Revaloriser l'enseignement technique et professionnel, notamment en favorisant la création d'écoles d'entreprise ;
- Rationaliser et développer le secteur de la formation en partenariat avec les entreprises ;
- Intensifier la formation initiale en français ;
- Intensifier la formation en néerlandais ;
- Offrir à tout jeune, inscrit comme demandeur d'emploi depuis 4 mois, un emploi, un stage ou une formation ;
- Développer un partenariat étroit entre Bruxelles Formation et Actiris ;
- Collaborer avec la Flandre et la Wallonie ;
- Favoriser la mobilité des travailleurs vers les autres Régions ;
- Stimuler l'esprit d'entreprendre et faciliter la création de nouvelles entreprises ;
- Réserver les moyens nouveaux à la création d'emplois « durables » ;
- Instaurer des zones de développement économique permettant des réductions de charges ciblées et des aides à l'investissement ;

- Favoriser l'ouverture des commerces en soirée et le dimanche ;
- Investir dans de grands chantiers d'infrastructures pourvoyeurs d'emplois.

### 1.3. MOBILITÉ : ORGANISER LA FLUIDITÉ, C'EST LIBÉRER LES CHOIX

## Priorités

J'ai conscience qu'une politique ambitieuse pour la mobilité en Région bruxelloise ne peut se réaliser sans moyens nouveaux. Fin décembre 2011, BECI préconisait un investissement de 1,7 milliards d'euros dans le secteur de la mobilité, à utiliser sur sept années. Un tel budget ne peut être dégagé sans une prise de responsabilité supplémentaire des autres niveaux de pouvoirs, fédéral compris, via Beliris, ainsi que des autres Régions via, idéalement, la Communauté métropolitaine<sup>1</sup>.

Quelle que soit leur provenance, ces moyens doivent être mis au service de politiques visant à désengorger la ville, et non à la redessiner idéologiquement en dépit de tout réalisme.

Mes priorités en matière de mobilité sont donc :

- Utiliser le réseau ferroviaire pour créer une véritable desserte locale ;
- Mettre en place les premières lignes du RER dès 2018 ;
- Étendre résolument le métro vers le Nord et le Sud ;
- Créer une politique de parkings enfin cohérente axée sur le délestage ;
- Ouvrir les larges espaces des principaux boulevards aux piétons ;
- Enterrer les autoroutes urbaines ;
- Mettre en place un péage autoroutier aux entrées de Bruxelles ou une taxation intelligente au km parcouru.

## 1.4. ENVIRONNEMENT : DES ATOUS À PRÉSERVER

### 4) Les nuisances sonores

Les Bruxellois doivent souffrir de nombreux bruits et tintamarres divers : circulation, trams, chantiers, avions, etc. Sans compter, souvent, les nuisances du voisinage lorsque les immeubles sont acoustiquement mal isolés. Ce genre de nuisances peut réellement gâcher le quotidien.

Les nuisances liées aux chantiers, par exemple, doivent être limitées dans le temps ; outre un horaire clair, les travaux publics doivent être entrepris lorsqu'ils dérangent le moins possible (et donc pas, si possible, durant les congés scolaires dans les quartiers très résidentiels).

La STIB doit se doter d'infrastructures moins bruyantes concernant la circulation de ses trams ; c'est en particulier le cas dans certains

quartiers densément peuplés tels que Schaerbeek ou Saint-Gilles, où nombre de riverains se plaignent du bruit... et des fissures provoquées régulièrement par le passage des trams.

En ce qui concerne le trafic aérien, il faudra que les routes aériennes soient définies en tenant compte des normes de bruit bruxelloises.

## 1.5. LA SÉCURITÉ : UN DROIT POUR CHACUN, UN DEVOIR POUR TOUS

### *P*riorités

La sécurité ne se négocie évidemment pas ; j'en ferai, avec l'emploi et la formation, l'une de mes priorités fortes pour Bruxelles. Je cible ici mes priorités en la matière :

- Sécuriser en priorité les transports en commun ;
- Favoriser l'investissement dans les quartiers dits difficiles ;
- Combattre la violence envers les femmes, même sous ses formes les plus banalisées.

## 2. BRUXELLES, VERROU ET CLEF DE LA BELGIQUE

### INTRODUCTION

Bruxelles existe comme Région depuis 1989. Encore aujourd'hui, son statut de « Région à part entière » n'est pas reconnu par tous. Régulièrement, et ce uniquement au Nord du pays, quelques-uns utilisent un langage ambigu ou clairement hostile vis-à-vis d'une Région dont certains partis, peut-être, n'assument pas l'existence. On sent bien qu'existent çà et là encore un perpétuel reproche d'illégitimité et des tentatives de grignotage des réformes acquises. Bruxelles, perpétuellement revendiquée et mal aimée à la fois.

La Flandre en fait sa capitale mais ne parvient pas vraiment à considérer cette ville comme la sienne, nourrissant un sentiment contradictoire et ambigu dont elle ne parvient pas à sortir. Certains présentent une vision de l'avenir de Bruxelles qui dénie à ses institutions toute réalité politique propre, notamment les nationalistes. La Flandre politique ne parvient pas à s'approprier Bruxelles au-delà du symbole, ce qui est d'autant plus paradoxal que les Bruxellois néerlandophones, eux, expriment une très forte ouverture d'esprit envers l'ensemble des cultures de la ville. La vie culturelle de Bruxelles, par exemple, doit beaucoup aux néerlandophones. Leur dynamisme est reconnu et salué, en ce compris par un public francophone se rendant curieux au KVS, au *Kaaitheater* ou au *Beursschouwburg*. Quant à la Wallonie, elle développe une solidarité spontanée avec Bruxelles via la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais ce dans le cadre d'une relation parfois teintée d'un antagonisme « capitale-province » où il n'est pas rare que les uns et les autres se regardent en chiens de faïence.

Et pourtant, **c'est bien Bruxelles qui, en plus d'être la capitale, constitue le pôle économique du pays entier.** Rappelons que Bruxelles, c'est 680.000 emplois et 70.000 entreprises, dont 2.000 étrangères. Alors qu'elle ne représente que 10% de la population, elle produit 20% du PIB national et 20% des exportations, et apporte environ un tiers de l'impôt des sociétés. Durant les deux grandes crises communautaires de 2007 et 2010, on a souvent entendu que c'est l'existence de Bruxelles qui constituait, à elle seule, le verrou de la Belgique et que sans cette ville, le pays aurait disparu depuis longtemps. C'est oublier que, sans doute, c'est historiquement aussi autour de l'existence de Bruxelles que la Belgique s'est faite et construite. Le moteur de l'indépendance vis-à-vis des Pays-Bas de Guillaume d'Orange, c'était bel et bien Bruxelles, son poids économique, son rôle de pôle dans la région. Les frontières linguistiques n'ont rien changé à cet état de fait. Bruxelles est une ville francophone. Enfin, des liens personnels et familiaux unissent la plupart des citoyens des trois Régions : la plupart des Bruxellois comptent des membres de leur famille proche en Flandre et en Wallonie.

Aujourd'hui, Bruxelles possède incontestablement un rôle essentiel dans l'équilibre de notre pays. Pas seulement parce que c'est la capitale commune, le joyau auquel personne ne souhaite renoncer et qui empêcherait le divorce. C'est comme le lait devenu impossible à séparer du café une fois versé dans la tasse pour former un café au lait; mais aussi parce que Bruxelles est une représentation de la Belgique en petit. Elle est son cœur, elle constitue un mélange perpétuel de cultures, de langues, de folklores, mais elle reste aussi une force économique de premier plan, comme les 350.000 navetteurs franchissant les frontières linguistiques le rappellent chaque jour.

Sa place est particulière dans l'équilibre des Régions, des Communautés et de l'État fédéral. La minorité flamande de Bruxelles contribue énormément à la vie économique et culturelle de la Région. Bruxelles est le lieu de rencontre par excellence des Communautés linguistiques de notre pays. Nous devons transformer cela en force plutôt qu'en lieu de tensions permanentes. Mais de la même manière que la présence des Flamands de Bruxelles contribue à l'équilibre de la Région, je souhaite mettre en avant le fait que l'*hinterland* de la Région, lui, est bien plus large que le territoire des dix-neuf communes. Le

développement social, économique, et l'aménagement du territoire de Bruxelles dépendent en réalité de cette grande périphérie, ce que plus personne ne nie. Pour cette raison, nous ne devons laisser aucune idéologie nationaliste prônant le repli sur soi contrecarrer le développement de la Région.

**Plus Bruxelles affirmera son identité, plus elle sera respectée par les autres Régions, plus l'avenir du pays sera renforcé.** En ce sens, il est juste de le rappeler : à Bruxelles, les élections de 2014 livreront un verdict important, et potentiellement décisif. Entre un Nord encore fortement charmé par les sirènes nationalistes et un Sud où continue à prédominer un socialisme archaïque, il me semble utile de rappeler qu'à Bruxelles, le jeu est véritablement ouvert, et que les habitants de notre Région peuvent faire la différence en lui offrant un destin nouveau. Le poids des libéraux à Bruxelles sera autant observé que celui de la N-VA en Flandre ou que celui du PS en Wallonie. Car de l'avenir de la Région bruxelloise dépendra directement la stabilité du pays tout entier ; et entre deux schémas de pensée qui ne proposent que de la résignation, dans un sens ou l'autre, il se pourrait bien que ce soit aux libéraux d'incarner l'espoir d'un pays stable et prospère, refusant le repli égoïste des uns et l'idéologie dépassée des autres.

### CONSOLIDER L'IDENTITÉ BRUXELLOISE

Bien que Région pleine et entière, Bruxelles est sous certains aspects considérée comme une sorte d'hybride institutionnel par les deux autres Régions. Le simple fait qu'il ait fallu attendre 1989 pour que son statut régional devienne réalité en témoigne à suffisance. Depuis que Bruxelles est une Région, elle a reçu les moyens de s'affirmer comme entité autonome sur bien des plans ; mais elle peine encore à susciter une identité bruxelloise propre. L'exode des classes moyennes en est le signe : Bruxelles n'offre pas un environnement social, fiscal, économique et de qualité de vie qui parvienne à attirer et à garder ses habitants.

Son image peut certes s'esquisser grâce à quelques manifestations et autres fêtes de l'Iris ; mais elle doit surtout se construire autour d'une identité forte qui ait un impact concret sur la vie des Bruxellois. La création de ce sentiment d'appartenance devrait prendre ses racines

dans les avantages de vivre à Bruxelles, qui devraient donc faire l'objet de politiques incitatives. Cela passe par exemple par **la réduction des coûts pour les Bruxellois** pour un certain nombre des services : transports (STIB), parkings, loisirs, etc. Dans ces différents domaines, ce sont les habitants de la Région qui sont les contributeurs nets de services qui, eux, bénéficient à tous. Je souhaite que soient menées des expériences-pilotes sur ces tarifs préférentiels là où les pouvoirs publics ont directement la main, comme le secteur des horodateurs. Si le système peut faire florès dans d'autres domaines, dépendant notamment du secteur privé dans le cadre d'un partenariat, tant mieux.

La meilleure communication que les autorités publiques peuvent faire, c'est montrer l'efficacité de leur travail. On se souvient qu'un ministre wallon des transports avait jadis injecté des sommes importantes dans l'installation de panneaux expliquant aux automobilistes que la Région wallonne investissait dans les routes. On peut se dire qu'il eût été plus judicieux et plus efficace d'investir cet argent directement dans les routes elles-mêmes. Les politiques efficaces n'ont pas besoin de campagnes de communication : elles se suffisent à elles-mêmes. J'entends veiller à ce que, de manière générale, les moyens soient moins utilisés à des actions de campagne et le soient davantage au bénéfice des politiques publiques elles-mêmes. En revanche, il est vrai qu'en Région bruxelloise il existe un profond manque d'identification entre les politiques menées et les pouvoirs régionaux. La structure institutionnelle du pays et sa complexité – singulièrement à Bruxelles – n'aident certes pas à la transparence en la matière. Mais cela passe aussi par une communication qui harmonise la présence de la Région derrière les organismes qu'elle contrôle ou dont elle a la tutelle, qu'il s'agisse de la STIB, des taxis (qui ont droit à une identité bruxelloise plus nette que la livrée « jaune et noir » qu'ils ont eu l'obligation de revêtir), de Bruxelles-Propreté, etc. : la Région doit davantage apparaître comme « marque » commune et comme pouvoir public responsable.

### 3. BRUXELLES, VILLE DU MONDE OÙ CHACUN EST LE BIENVENU

#### INTRODUCTION

Bruxelles, avec la Belgique, est notre seule « marque » véritablement connue à l'international. Le slogan est connu, mais je m'en rends compte plus que jamais depuis que, comme Ministre des Affaires étrangères, je parcours le monde, notamment dans le cadre de missions économiques princières avec les entrepreneurs belges. Bruxelles, on s'en rend compte une fois sorti des frontières belges, ce n'est pas seulement notre capitale : c'est ce qui nous situe et nous identifie.

À l'étranger, j'ai pu voir nombre de situations conflictuelles, souvent délicates, parfois même dramatiques. Et même si, partout sur la planète, on assiste à des joutes identitaires qui peuvent rappeler certains replis observables en Belgique, on peut y trouver surtout de quoi relativiser en grande partie nos propres soucis communautaires qui, au moins, font couler de la salive et de l'encre plutôt que du sang. Autre chose me frappe, surtout une fois de retour de l'étranger : **une tendance fortement ancrée chez nous à sous-estimer l'importance de cette situation d'exception de notre capitale, et à croire qu'elle est de toute éternité comme un acquis pour lequel il ne faudra plus jamais se battre.** Il faut pouvoir le dire : le statut privilégié de Bruxelles a parfois tendance à anesthésier notre perception des choses.

Nous avons tendance à nous reposer, peut-être parfois avec trop d'aisance, sur le rôle international qui est celui de notre capitale, et à

négliger de continuer à changer en atouts ce rôle de carrefour. Plusieurs articles de correspondants étrangers établis à Bruxelles critiquent régulièrement l'état de nos rues, de la propreté publique, de la sécurité dans certains quartiers, de la défaillance de certains transports publics, etc. Selon une étude récente<sup>1</sup>, 51,1 % des fonctionnaires européens affirmaient qu'ils se sentaient moins en sécurité à Bruxelles que dans d'autres grandes villes européennes. Bien sûr, ce genre de remarques n'est pas toujours objectif dans un contexte européen et mondial où de nombreux pays jouent leur propre partition. Les remarques acerbes proviennent comme par hasard d'autres États membres de l'Union qui ont, parfois, des intérêts directs à voir le rôle de Bruxelles diminuer à l'avenir au profit d'autres métropoles. Cela n'empêche pas de voir en chacune de ces saillies autant d'avertissements sérieux ; rien n'est figé dans le temps.

La chance extraordinaire que nous avons d'accueillir ici les sièges de la Commission européenne, du Conseil européen et du Conseil des Ministres, de l'un des deux Parlements européens, de l'OTAN et de toutes les infrastructures et lobbies qui gravitent autour de tels systèmes ne devrait pas nous laisser nous reposer dans un ronron d'autosatisfaction. **Oui, toutes ces institutions pourraient demain décider de changer d'air si l'herbe devenait plus verte ailleurs.** Chaque nouvel élargissement de ces structures augmente la concurrence et interroge les atouts et faiblesses de Bruxelles. C'est sur ce principe que Bruxelles elle-même se construit et se renouvelle sans cesse, par l'apport de migrants belges et étrangers ; pourquoi en irait-il autrement des institutions internationales ? Nous ne devons pas prendre à la légère les réclamations de ceux qui résident dans notre capitale et émettent des griefs en termes de propreté, de sécurité et de mobilité. Par exemple, les retards dans le déploiement de la technologie 4G pour les GSM à Bruxelles à cause des attermoissements du gouvernement régional finissent par devenir un réel danger pour le rôle international de Bruxelles.

Nous devons tout faire pour rester une capitale, pour les Bruxellois eux-mêmes d'abord, pour conforter le rôle de Bruxelles comme plaque tournante mondiale des relations internationales ensuite.

<sup>1</sup> Etude du Bureau de liaison Bruxelles-Europe d'août 2013.

En particulier, Bruxelles doit se montrer attentive et accueillante envers les représentants, diplomates, investisseurs et importateurs provenant de régions stratégiques tels que les pays BRIC, les USA, le Japon, le Canada ou la Turquie. Rester attentive à la manière dont le monde évolue, dont les centres de décision et les poids économiques se déplacent, et garder notre place stratégique sur l'échiquier mondial.

Bruxelles a eu un Plan de développement international présenté en 2007 et qui représentait un vaste programme d'urbanisme visant à promouvoir la vocation internationale de la capitale de l'Europe. Aujourd'hui, les questions essentielles que sont les implantations de l'Union européenne, un centre commercial, un centre de congrès, ou un stade de football restent des questions prégnantes. Ce plan n'a pas pu être réalisé à la hauteur de ses ambitions, faute de budget précis, de phasage déterminé et de coordination entre les différents acteurs.

## **CONFORTER LA PLACE DE BRUXELLES**

### **COMME CAPITALE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Il est temps d'agir pour que cesse l'in vraisemblable transhumance du Parlement européen entre Strasbourg (séances ordinaires) et Bruxelles (séances extraordinaires). Il faudra saisir la prochaine négociation d'envergure au sein de l'Union pour proposer, comme une forte majorité d'eurodéputés le souhaitent, que le Parlement européen dispose d'un siège unique à Bruxelles. Au vu du coût que représentent les déplacements perpétuels engendrés par cette situation, il s'agit d'une mesure de bon sens qui pourrait se trouver réglée lors d'un prochain compromis européen. Dans ce cadre, il faudra bien proposer à la France une réaffectation des locaux du Parlement de Strasbourg : Cour des droits de l'homme, Université européenne... Nous devons aussi être proactifs sur ce volet si nous souhaitons voir l'aboutissement de ce dossier.

Les investissements de l'Union Européenne à Bruxelles doivent bien sûr être encouragés par la Région et les autres autorités, fédérale notamment. Mais il faudrait veiller à ce que ces institutions se

distribuent un peu mieux dans la ville. **Lutter contre la ghettoïsa-tion, cela concerne aussi les institutions internationales.** Il est de l'intérêt de tous que les services du Parlement, de la Commission et du Conseil des Ministres se décentralisent quelque peu, de manière à participer – eux aussi – à la mixité sociale, économique et culturelle de la ville.

En outre, la présence européenne à Bruxelles devrait être davantage assumée par les institutions européennes et par les autorités locales, en bonne entente. Parmi les « ghettos » urbains de la ville, il y a aussi le réseau des expatriés de haut niveau, dont les Européens constituent le noyau dur, et qui restent généralement dans une sphère élitiste. Ce manque de mélange au reste de la ville est souvent mal vécu par les Bruxellois, d'autant qu'il s'accompagne d'une hausse sérieuse de l'immobilier consécutive à l'important pouvoir d'achat de fonctionnaires européens aux revenus élevés. Il serait donc intéressant que les autorités européennes, et la Commission en particulier, investissent davantage dans la vie de Bruxelles. On ne peut pas se plaindre en permanence de l'état des rues et des transports tout en ne contribuant en rien à les améliorer – rappelons que les fonctionnaires européens, par exemple, ne paient pas d'impôt sur les personnes physiques. Les institutions européennes pourraient aisément prendre leur part dans l'embellissement de la ville. Nous pourrions imaginer par exemple un grand concours d'architecture et d'aménagement visant à ce que la Région, la Commission et le Parlement européen aménagent un lieu public par un symbole de la présence européenne à Bruxelles.

## CRÉER UN LABEL

### « BRUSSELS, BELGIUM'S MEETING POINT »

Lorsque la Flandre et la Wallonie entreprennent de se promouvoir à l'étranger, elles se heurtent rapidement à la place que prennent les deux marques « établies » que sont Bruxelles et la Belgique. Je m'en rends compte moi-même directement lors des missions économiques : les deux grandes Régions ne peuvent promouvoir leur image qu'en l'associant à Bruxelles. La valorisation de Bruxelles à l'international est

donc dans l'intérêt de tous. Nous devons donc, ensemble, examiner la manière de l'améliorer pour tirer les trois Régions et l'ensemble du pays, et non céder à la tentation de ne présenter chacun que sa région ou son intérêt propre. Les enjeux de la mondialisation ne nous permettent pas de brouiller notre image. Bruxelles, à ce titre, constitue un point de rassemblement.

Cette valorisation pourrait prendre la forme d'un **label** que tous les niveaux de pouvoir seraient d'accord de porter à l'international, qu'il s'agisse des missions économiques, des représentations diplomatiques fédérales ou fédérées ou des autres voyages ou rencontres diplomatiques ou entrepreneuriales que les uns et les autres peuvent avoir de manière bilatérale. La philosophie de ce label serait de refléter une image d'ouverture et de carrefour : outre son caractère biculturel et métissé, Bruxelles est la capitale d'un pays, de l'Union Européenne, et accueille de nombreuses institutions internationales.

C'est donc le lieu de la **rencontre** par excellence : rencontre de toutes les Régions de Belgique, rencontre de tous les pays d'Europe, rencontre de tous les lobbies, institutions et entreprises qui peuvent s'y donner rendez-vous. **Bruxelles comme carrefour**, lieu de rencontre à privilégier car tout le monde s'y rend tôt ou tard : voilà la trame de fond d'une marque invitant à considérer que chacun est le bienvenu à Bruxelles – l'antithèse exacte donc de certains panneaux informant qu'on est en territoire « Waar Vlamingen thuis zijn » et montrer que Bruxelles est une ville qui appartient à tous ceux qui veulent en faire quelque chose. Ce label, relayé par tous autour d'un logo, d'une image forte et d'un slogan, permettrait de donner du corps à la fonction qu'occupe déjà, dans les faits, notre capitale comme point d'entrée des diplomates et des investisseurs vers les autres Régions.

#### **4. CONCLUSION : UN ENGAGEMENT, DIX PROPOSITIONS**

Le lecteur attentif s'en sera aperçu : ce petit ouvrage tente de relier la photographie de la réalité bruxelloise d'aujourd'hui à ce que cette réalité peut devenir demain. La politique, ce n'est que l'art de créer la réalité. En démocratie, celle-ci doit se faire dans le sens voulu par les citoyens. La difficulté – et ce qui nourrit, aujourd'hui, la forte défiance des citoyens envers leurs représentants – c'est que ce rapport se construit dans les deux sens : dans un monde aux enjeux si complexes, le rôle du politique n'est pas seulement de se laisser guider par les aspirations des citoyens, mais aussi de proposer les mesures qui sont nécessaires pour le bien commun, le vivre-ensemble... même si cela demande des choix difficiles et à long terme. Nous sommes régulièrement exposés au piège du « court-termisme » : tout promettre pour aujourd'hui, sans penser aux générations futures, par facilité.

Or nous risquons de mettre en gage l'avenir des générations suivantes. C'est vrai pour nos déficits excessifs et notre dette, qui rejoint à nouveau des niveaux préoccupants alors que, dans les années 2000, nous étions parvenus à la réduire significativement. C'est vrai aussi pour les enjeux écologiques et environnementaux, qui demandent des prises de conscience qui dépassent amplement la durée d'une existence humaine. Le politique, en un mot, doit se responsabiliser en n'hésitant pas à impliquer les citoyens. Cela demande de la part des politiques des propositions fortes. Il est de notre responsabilité d'alimenter le débat et de confronter nos visions. Nous devons aussi

échanger avec les citoyens, afin de pouvoir soit les convaincre de la justesse des mesures que nous proposons, soit nous laisser convaincre de réaliser les nuances et modifications nécessaires sur bases d'arguments et de réalités auxquels nous n'aurions pas suffisamment songé.

Je prends sur moi de vouloir participer fortement au débat sur Bruxelles. Le scrutin du 25 mai 2014 aura un impact majeur sur la situation de la Région bruxelloise, quels qu'en soient les résultats. D'une part la Région devra gérer de nouvelles compétences en vertu de la sixième réforme de l'État ; d'autre part, et surtout, la situation de Bruxelles va polariser toutes les tensions politiques, économiques, sociales et communautaires. J'entends bien agir pour que la voix des Bruxellois soit prépondérante dans ce débat. Dans de nombreux domaines, comme j'ai tenté de le montrer, je suis frappé par la dualisation de cette ville : entre quartiers riches et quartiers pauvres, entre écoles privilégiées et écoles précarisées, entre quartiers valorisés et ghettos laissés à l'abandon. La majorité en place depuis dix ans à la tête de la Région a échoué à réaliser une véritable mixité sociale et culturelle, tout comme elle a échoué à sauvegarder l'emploi ou à faire démarrer une véritable prospérité économique. Et pourtant, ces objectifs ne sont pas incompatibles : garder les classes moyennes en ville, y garder les entreprises performantes et stimuler la création de projets entrepreneuriaux, valoriser les quartiers en difficulté, tout cela relève d'une même dynamique. *Tel est l'engagement que je prends, quels que soient les résultats des élections et quel que soit le niveau de pouvoir d'où je pourrai agir : réduire puis faire disparaître la fracture bruxelloise qui fait de notre Région un moteur grippé à vitesses différenciées.*

Cette union des forces, je la veux au bénéfice de tous : par un nivellement par le haut, où toutes les écoles seraient de qualité, et non comme une égalité idéologique de la ligne de départ des inscriptions ; par l'investissement dans un parcours formation-emploi qui offre des perspectives aux moins qualifiés ; par la valorisation de l'esprit d'entreprendre, qui fasse de Bruxelles, demain, un nid de jeunes PME et d'indépendants tournés vers l'avenir ; par un changement radical de nos habitudes en matière de mobilité, en n'oubliant pas que ce sont les infrastructures qui doivent permettre de changer les comportements, et non l'inverse.

Cet engagement, je le décline dans dix propositions précises. Elles sont exposées largement dans les pages qui précèdent. Je souhaite les résumer ici pour le confort du lecteur.

### **1. TRANSFORMER LES QUARTIERS EN DIFFICULTÉ EN QUARTIERS RÉSIDENTIELS ET AVANTAGÉS**

D'une pierre deux coups : nous pouvons gérer la croissance démographique avec le besoin de rénovation et de construction que Bruxelles connaît. Ce sont des quartiers entiers qui doivent être créés près de zones de transports, avec des commerces, un accès au réseau STIB, des écoles qui en fassent des lieux de vie et non des ghettos.

### **2. CONSTRUIRE DES ÉCOLES ET CONTRIBUER À HAUSSER LE NIVEAU DE TOUS LES ÉTABLISSEMENTS**

Il faudra construire un nombre considérable d'écoles d'ici 2020 ; transformons cette nécessité en opportunité pour que n'existent plus à Bruxelles que de bonnes écoles, de haut niveau, sans compétition à l'inscription décrétalement organisée. Ces écoles, il faut les créer dans les quartiers difficiles, qui sont également ceux en demande démographique.

### **3. RÉALISER LE PARCOURS D'INTÉGRATION**

Je refuse de laisser davantage les primo-arrivants à leur sort lorsqu'ils obtiennent un droit de séjour ; ils doivent être aidés dans leur insertion dans notre société, que ce soit sur le plan social, professionnel ou en formation. En particulier, l'activation linguistique et la formation à un emploi sont des étapes indispensables. Le parcours d'intégration sera mis sur pied à Bruxelles ; c'est d'abord dans l'intérêt des premiers concernés.

### **4. DÉFINIR UN PLAN DE RELANCE POUR L'EMPLOI**

Je souhaite un plan de relance pour l'emploi qui fasse de la formation une priorité stratégique et qui garantisse effectivement à tout jeune inscrit comme demandeur d'emploi depuis 4 mois de se voir proposer un emploi, un stage ou une formation.

## **5. METTRE EN ROUTE LE RER POUR 2018**

Certaines lignes du RER peuvent être mises en place bien avant les délais impartis ; je demande qu'au moins trois lignes soient ouvertes et exploitées dès 2018. Le RER est indispensable pour empêcher l'asphyxie de la ville.

## **6. PLACER SOUS TERRE LA PETITE CEINTURE ET LES AUTOROUTES URBAINES**

Je souhaite mettre sur pied un grand plan piétonnier pour rendre la ville à ses habitants. Il impliquera la mise en voie piétonne de certains axes, et la mise sous terre de grands axes pourvoyeurs de voitures tels que la petite ceinture et les entrées d'autoroute. La mobilité et le confort de vie en ville sont à ce prix.

## **7. INVESTIR DANS LES APPROCHES LOCALES D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT PAR UN RENFORCEMENT DES « QUARTIERS DURABLES »**

Investir dans les approches locales d'amélioration de l'environnement par un renforcement des « quartiers durables » afin d'impliquer plus fortement le citoyen dans la gestion de son environnement direct ; ce n'est que par des projets inclusifs mêlant vivre ensemble, préservation du patrimoine et promotion des ressources naturelles que Bruxelles pourra concilier l'ensemble de ses défis environnementaux.

## **8. SÉCURISER PRIORITAIREMENT LES TRANSPORTS PUBLICS**

En matière de sécurité, c'est dans les lieux publics que le bât blesse, et singulièrement dans les transports publics. Ce sera la priorité, car la sécurisation de tous les réseaux de transports participe aussi au confort de la ville dans son ensemble. Dans ces lieux comme ailleurs, les violences envers les femmes – même verbales – feront l'objet d'une attention soutenue.

## **9. ACHEVER LA RÉGIONALISATION DE BRUXELLES**

Je ne suis pas naïf concernant la question communautaire : la sixième réforme de l'État ne sera sans doute pas la dernière. Il est temps que les francophones s'organisent pour devenir réellement demandeurs

de changements qui les intéressent, et qui ne se limitent pas à l'octroi de moyens financiers. La régionalisation réelle de Bruxelles, avec les néerlandophones, intégrant les politiques actuellement dévolues à la Cocom, et prenant de nouvelles responsabilités en formation professionnelle ou tourisme notamment, est une réponse possible. Nous ne pourrions en tout cas pas continuer dans ce modèle dont la complexité est devenue source d'inefficacité.

#### 10. CRÉER UN LABEL « BRUSSELS MEETING POINT »

Le rôle de Bruxelles comme carrefour international doit être valorisé à l'extérieur ; assumons davantage notre rôle de ville de congrès et de rencontres, n'ayons plus aucune gêne d'assumer notre rôle international de premier plan et assumons-en toutes les conséquences en termes d'image à offrir.

*Cet engagement et ces dix propositions, je vous propose d'en débattre ensemble. Soit de vive voix lors d'une des rencontres et manifestations qui ne manqueront pas de se dérouler durant les prochaines semaines et prochains mois, soit de manière interactive. Je souhaite en tout cas que le débat sur Bruxelles vive et implique les Bruxellois. Venez en parler avec moi :*

- sur mon site personnel : [www.didierreynders.be](http://www.didierreynders.be)
- par e-mail : [bruxellespourtous@gmail.com](mailto:bruxellespourtous@gmail.com)

*Les dix propositions sont reprises sur mon site. Venez donner votre avis, nourrir la réflexion et proposer des amendements ou autres suggestions. Je vous répondrai.*

*Bruxelles est à un tournant majeur. Ne laissez pas d'autres décider de la direction à prendre à votre place. Je souhaite contribuer à ce que cette Région se prenne en mains et assume son rôle de locomotive économique, sociale et culturelle du pays. Pour y parvenir, plus que jamais, j'ai besoin de vous.*